

AVRIL 1982 :

LE PRINTEMPS ORANAIS

(actualisé)



Messaoud Benyoucef
30 avril 2015
blog *braniya chiricahua*

Socialgerie, 3 mai 2015

Eclairage sur les facettes multiples des actions sociales de masse

RÉPÉTITION GÉNÉRALE

Préambule : Beaucoup a été dit et écrit sur les manifestations d'avril 1980 à Tizi-Ouzou, celles de 1986 à Constantine et celles d'octobre 1988 à Alger. En revanche, rien ou presque n'a été dit sur celles d'avril-mai 1982 qui se sont déroulées à Oran : curieux silence sur des événements qui ont été, à bien des égards, comme la répétition générale de ceux de 1986 et de 1988. Y sont déjà repérables, en effet, les mêmes mécanismes que ceux qui seront mis en œuvre plus tard, soit :

- 1) la provocation de manifestations,
- 2) la transformation de ces manifestations en émeutes par l'infiltration d'agents provocateurs,
- 3) la répression sauvage des émeutiers concomitante d'une répression politique ciblée -visant à chaque fois le PAGS- qui était le véritable objectif de toute l'opération.

Le témoignage que je livre ici n'a d'autre objectif que de faire connaître aux générations nouvelles les luttes difficiles de leurs aînés pour le pluralisme politique et une démocratie qui ne se fit pas au détriment des masses populaires qui venaient de supporter tout le poids d'une guerre d'indépendance particulièrement cruelle.

La fortune du mot d'ordre "socialiste" dans toutes les sphères de la société n'a pas d'autre explication que celle-ci : rendre justice à un peuple qui avait souffert un véritable martyre, qui avait tenu bon malgré tout, forçant l'admiration du monde, et qui avait fini, à travers les grandioses manifestations de décembre 1960, par signifier au système colonial sa fin irrémédiable.

Ce serait se condamner à ne rien comprendre aux batailles politiques des premières décennies de l'indépendance que d'ignorer le poids écrasant de la dette contractée à l'égard des populations rurales surtout : l'engouement extraordinaire que suscita la Réforme agraire en est une preuve de plus.

Professeur de philosophie, militant du Parti de l'Avant-Garde Socialiste, et l'un des dirigeants des syndicats enseignants, j'étais également l'un des fondateurs et dirigeants de ce que nous appelions "l'intersyndicale", une structure semi légale de concertation et d'action syndicales, inspirée des célèbres Commissions Ouvrières

(CO), ces syndicats semi clandestins que les ouvriers communistes espagnols mirent en place durant la période de dictature franquiste.



ORAN, avril 1982 : D'ABORD LA RUMEUR

Tout était parti d'une rumeur à propos d'un prétendu remaniement des coefficients du baccalauréat qui devait affecter les matières dites secondaires, ce qui aurait eu pour conséquence de rendre l'examen un peu plus ardu. La rapidité et la force avec lesquelles cette rumeur se propagea

dans les lycées de la ville, la solidarité aussi immédiate que massive des étudiants de l'université, l'attitude ambiguë des autorités compétentes -au premier rang desquelles le Secrétariat d'État à l'enseignement secondaire qui, mis sur la sellette et sommé de s'exprimer, répétait "qu'on ne dément pas une rumeur" !-, donnaient à penser aux plus perspicaces des observateurs que quelque chose se tramait qui n'avait rien à voir avec le baccalauréat mais qui en prenait prétexte pour pousser les lycéens dans la rue.

À quelles fins ?

LE MICRO-CLIMAT ORANAIS

Il faut dire que le climat politique local était particulièrement tendu en cette veille de manifestations. Ce qui pesait de tout son poids et imposait, en quelque sorte, sa coloration à la vie politique locale, c'était le retour sur la scène politique de l'ancien président Benbella dont les anciens amis et affidés multipliaient les dîners et rencontres privés.

La venue de Benbella à Oran n'était pas sans rappeler aux nostalgiques de sa personne sa même arrivée dans cette ville durant l'été 1962 et le discours qu'il fit à la préfecture, véritable appel à la guerre contre le GPRA et les wilayas qui le soutenaient, particulièrement la wilaya 3. On sait ce qu'il en fut de cet été meurtrier et de la condamnation par le bon peuple de ceux qui n'avaient même pas attendu un délai de décence pour dévoiler leur véritable nature et s'étriper sans vergogne pour le trône.

Pour l'heure, cependant, la libération de Benbella était vécue comme le commencement de la grande revanche. Il n'est pas exagéré de dire, en effet, que ce qui dominait à Oran en ces jours d'avant la crise, c'était le sentiment largement partagé que, depuis le coup d'État du 19 juin 1965, la ville était comme frappée



d'indignité nationale -pas un de ses fils, déplorait-on, ne figurait dans l'aréopage politique qui dirigeait le pays- et avait, de plus, été mise en coupe réglée par des clans mafieux venus d'ailleurs, et particulièrement de l'est du pays. Brimés, déconsidérés, exclus, ainsi se sentaient beaucoup d'Oranais.

Qu'y avait-il de vrai là-dedans ?

Que le régionalisme et le clanisme fissent partie intégrante de la pratique

politique officielle est une vérité de La Palisse. Cette pratique a toujours cours d'ailleurs aujourd'hui -et même plus que jamais-, le pouvoir actuel savourant une revanche longtemps attendue sur celui qui l'avait précédé et qui avait plongé le pays dans un bain de sang qui n'a pas épuisé -loin s'en faut- ses effets délétères dans les consciences. Ce que les spécialistes de la manipulation des masses, fabricants de rumeurs et de ballons d'essai, ont appelé "la revanche de NTM (Nedroma-Tlemcen-Msirda) sur BTS (Batna-Tébessa-Souk-Ahras)".

Que des clans politico-mafieux aient fait, alors, main basse sur la ville est une réalité ; encore convient-il de savoir précisément de quoi l'on parle. Ces clans, pour l'essentiel, étaient des gagne-petit qui se disputaient les bars-restaurants, les casinos et les boîtes de nuit qui faisaient la renommée de la ville.

Ils se différenciaient des quelques "capitaines d'industrie" -qui avaient investi surtout dans le textile, le cuir et l'industrie alimentaire- en ce qu'ils étaient des déclassés organiquement liés aux structures politiques du FLN alors que les capitalistes productifs étaient en général issus des classes moyennes instruites et n'avaient pas d'attaches politiques avec le parti unique.

(N.B. Un cas à part, qui confirme paradoxalement cette analyse : celui d'un ancien officier de l'Armée de libération nationale -ALN- qui investit dans le secteur productif industriel, fit rapidement fortune et entra en guerre idéologique contre le système FLN, parce qu'il empêchait le libre développement de l'entreprise privée. Alors que les clans du secteur parasitaire et mafieux défendaient, quant à eux, le point de vue maximaliste-collectiviste lors des débats sur la Charte nationale !)

Qu'en est-il, par ailleurs, de ces clans "venus de l'est" ? Oran -métropole régionale aux infrastructures modernes et centre dynamique des affaires- attirait nécessairement ceux qui cherchaient des facilités et un milieu propice au business. Alors ces clans de l'est, un fantasme ? Mais il n'y a pas de fantasme sans un noyau de vérité, comme il n'y a pas de fumée sans feu. En l'occurrence, la main-mise des "gens de l'est" est un thème présent depuis le 1er novembre 1954, lorsque les dirigeants du PPA oranais (Hammou Boulélis, Hadj Benalla, Lahouari Souyah, Ahmed Bouchaïb, Zeddour-Brahim Belkacem...) ont été supplantés par les Boussouf, Benmhidi, Abdelmalek Ramdane..., tous de l'est du pays et réfugiés dans l'Oranie après le démantèlement de l'Organisation Spéciale (l'OS). Rappelons que le coup de filet de la police contre l'OS a eu pour origine la trahison d'un militant de Tébessa.

Ce thème a été opportunément réactivé après deux épisodes précis de la vie politique locale. Un : le limogeage du commissaire national (CNP) du FLN, Abdelkader Issaad, par le président Boukharrouba. Deux : l'affaire dite "Mon château", du nom d'une boîte de nuit très courue de la corniche oranaise, qui avait fini par tomber dans l'escarcelle d'un homme de l'est, en fait une personnalité très liée à la famille du président Chadli Bendjedid.



L'AFFAIRE ISSAAD

Sans doute au fait de ce que ses services devaient lui présenter comme des récriminations rentrées de la population oranaise, le président Boukharrouba avait nommé un oranais - Abdelkader Issaad- comme CNP d'Oran. On n'avait pas vu cela depuis 1967. Ce

commissaire politique était très connu du monde syndical puisqu'il était précédemment membre du secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le syndicat unique du pays, où il s'était fait connaître, non comme syndicaliste défendant les intérêts des travailleurs, mais comme un agent actif et particulièrement zélé de la mise au pas de l'UGTA et de sa caporalisation, c'est-à-dire de sa subordination au parti unique, le FLN, dont elle finira par devenir, en effet, un satellite, mais mort.

Ainsi, dans le même temps où il engageait le pays dans un processus de clarification politique avec la promulgation de la Charte nationale (1976), Boukharrouba donnait à la deuxième ville d'Algérie un commissaire politique viscéralement opposé aux orientations de cette même charte et témoignant à tout propos -et hors de propos- d'un anticommunisme obsessionnel. Les milieux ouvriers et syndicaux, une grande partie des militants du parti unique même, furent choqués par cette duplicité qui prenait pour eux l'allure d'une véritable punition : "Les Oranais veulent un gars de chez eux ? Eh bien ils auront Issaad", avait semblé leur dire le président.

Il faut dire que dans les milieux oranais -ma famille est pour partie oranaise-, on n'avait pas digéré le coup d'état du 19 juin 1965 -dont les auteurs avaient fait payer la ville en débaptisant le stade Fouques-Duparc, "stade du 19 juin" ainsi qu'en emprisonnant les opposants à Boukharrouba dans la prison de Sidi-Lahouari et en installant là également la sinistre "cour révolutionnaire" (cf ce qu'en dit le commandant Lakhdar Bouregaa dans ses mémoires : terrifiant, inhumain). C'étaient là autant de stigmates que la ville devait porter en punition de son soutien supposé à Ahmed ben Mahjoub (alias Benbella). Et pourtant, les manifestations contre le coup d'état furent squelettiques à Oran.

Mais il est temps de parler, ici, de cet autre Oran justement, de la ville prolétaire avec ses avant-gardes syndicales très dynamiques. Oran n'était pas que la ville de l'argent facile et des affaires plus ou moins glauques ; la ville avait aussi une tradition ouvrière et syndicale remarquable, commencée avec la CGT durant la période coloniale et prolongée dans les premières années de l'indépendance du pays par des cadres syndicalistes issus majoritairement de cette confédération et qui surent tout de suite donner vie aux structures syndicales nouvelles, largement démarquées des anciennes : dockers et traminois, cheminots et agents hospitaliers, électriciens-gaziers et métallurgistes, postiers et enseignants auxquels viendront bientôt s'ajouter ceux de la pétrochimie, salariés du grand pôle en développement d'Arzew.

L'heure étant à la caporalisation, l'union régionale et l'union locale d'Oran furent dissoutes en 1968 au cours d'un véritable coup de force dirigé par le bras droit de Kaïd Ahmed -responsable du FLN-, Adda Benguetat, qui désigna une équipe d'affidés à la tête de ce qui s'appellera, après le 3ème congrès de l'UGTA (1969), l'union de wilaya (UW). L'union locale, structure intermédiaire, sera, quant à elle, proprement effacée des statuts par ce même congrès. (Elle renaîtra plus tard sous l'appellation d'union territoriale). L'UW d'Oran constitua, dès lors, la totalité de l'appareil syndical officiel local. Tenue par ce qui allait devenir, au fil du temps et des dérives, une véritable mafia dont les donneurs d'ordre et les commanditaires réels n'étaient pas le FLN -dont l'égide était toute nominale- mais les différents services policiers, elle passait le plus clair de son temps à faire la chasse aux militants syndicaux communistes ou simplement anti-caporalisation et à rançonner les petits patrons du secteur privé ; elle s'appuyait pour ce faire sur des nervis et des mouchards issus de milieux ouvriers récemment urbanisés et sans tradition syndicale, beaucoup étant des dockers occasionnels.

La gravité de cette dégénérescence mafieuse (que même les dix kasma (sections) FLN de la ville dénonçaient régulièrement) suscita une résistance qui allait très vite se structurer et prendre des formes inattendues : à côté de la force d'inertie obstinée que lui opposèrent les syndicats de base, il se développa, en effet, une forme "espagnole" de lutte qui prit le nom d'"intersyndicale". Référence est faite, ici, aux "commissions ouvrières" espagnoles, organisations syndicales clandestines, qui luttèrent héroïquement -après la victoire franquiste, la grève était punie de mort par fusillade sur le lieu de travail- et efficacement contre les syndicats "verticalistes" franquistes. Les initiateurs de l'intersyndicale oranaise avaient fait du livre de Marcellino Camacho, chef historique des CO espagnoles, "Conversations avec Serge Ravanel" (l'un des dirigeants historiques de la Résistance française), leur livre de chevet. Il s'agissait, en réalité, d'une structure informelle de concertation et d'action qui se situait en marge de la légalité syndicale officielle. Ses fondateurs et animateurs provenaient, historiquement, de deux syndicats, celui des enseignants, Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture, FTEC -dont le bureau de coordination départemental allait devenir le centre de la résistance à l'UW-

et celui des gaziers et électriciens, Fédération nationale de l'énergie électrique et gazière, FNEEGA ; ils constituaient le premier cercle, le noyau vivant et pensant de l'intersyndicale en quelque sorte. C'étaient tous des militants ou des sympathisants du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS). Il s'agissait de 'Abdelkader Benfodda, militant du Pags et syndicaliste à la FNEEGA, moi-même et Saïd Chentour, militants du Pags et syndicalistes à la FTEC. Le deuxième cercle, au périmètre beaucoup plus large, rassemblait une douzaine à une quinzaine de syndicalistes dynamiques et courageux, dont certains étaient membres du FLN (Mamoun Fehim, FNEEGA, Sid-Ahmed Benzaïd, pétrochimie, Mohamed Brahim, FTEC). Le troisième comprenait toutes les structures syndicales de base -auxquelles s'ajoutera l'union territoriale d'Arzew- qui se montraient réceptives au travail d'information et d'agitation de l'intersyndicale. L'intense activité de cette dernière donna des résultats rapides : l'UW fut complètement isolée et neutralisée et se transforma en une sorte de bunker, n'osant même plus organiser des festivités ou des assemblées de cadres syndicaux : chaque rassemblement était, en effet, l'occasion d'attaques virulentes de la base syndicale contre ses méthodes et sa corruption.

Un policier de haut rang, membre de la SM, fut très vite infiltré dans l'intersyndicale. Il était syndiqué à la FNEEGA. Ce dernier, pour se rendre crédible et s'introduire dans le saint du saint afin de dévoyer le mouvement, faisait montre d'une activité et d'une audace remarquables, particulièrement lors des grèves de 1977 que les cheminots et les métallurgistes d'Acilor déclenchèrent et qui furent suivies par d'autres secteurs grâce au travail de l'intersyndicale. Ceux du premier cercle l'identifièrent grâce à un renseignement venu... d'un policier ! Ils le laissèrent agir à sa guise car ils considéraient son cas en référence (théorique, toutes proportions étant gardées !) à celui de Malinowski, cet agent que l'Okhrana tsariste russe avait infiltré à l'intérieur du comité central du parti bolchevik clandestin : d'une main, il avait envoyé des dizaines de militants au bagne ; de l'autre il avait formé des dizaines de militants à la lutte de classe. (Nous reparlerons plus loin de ce que fut le destin de notre policier.)



C'est à ce moment où elle était au plus mal, que l'UW reçut un renfort de poids en la personne du commissaire politique, Issaad. Ce dernier, à peine installé, programma une réunion de cadres syndicaux avec l'UW et annonça la couleur : l'UW avait le soutien inconditionnel du commissaire politique. Que la base syndicale se le tienne pour dit ! Le discours du CNP, particulièrement méprisant et arrogant, lui

valut d'être immédiatement pris à partie par plusieurs cadres syndicaux militants de l'intersyndicale en lesquels il ne fut pas sans reconnaître ceux qui s'étaient opposés à la caporalisation de l'UGTA et qu'il appelait "les Pagsistes réactionnaires (sic)". Il n'eut de cesse, dès lors, de poursuivre de sa vindicte le bureau de coordination (BC) de la FTEC dont il prononça, vainement, la dissolution : le BC était une structure interne à la fédération, mais structure informelle sans existence statutaire légale. Conçu pour résister à la caporalisation, il durera jusqu'en 1990 -près de 20 ans- où il se fonda dans l'intersyndicale II, celle de la légalité consécutive au soi-disant pluralisme politique, décrété en 1989.

Dès lors, le CNP monta en première ligne et se posa comme l'interlocuteur unique de tout ce que la ville comptait d'organisations et d'institutions. Il entra en conflit avec le wali (Abdelaziz Madoui) -qui ne se montrait nullement impressionné par l'activisme tout azimuth du CNP et qui manifestait même une appréciation positive à l'endroit des syndicats qui luttèrent contre le vibrant commissaire politique. Ce dernier, fort du soutien du bureau des Anciens Moudjahidines ainsi que de la Fédération urbaine du FLN, lança alors une campagne de propagande contre le "chaoui" (ainsi qu'il nommait publiquement le wali) et les "chaouiya" (générique employé pour désigner tous ceux de l'est en général, accusés de vouloir coloniser la

ville !) Les affidés du CNP, n'hésitaient pas à recycler les incompréhensions et les rancunes recuites, datant de la période de la préparation de la guerre d'indépendance. Cette rengaine trouvait une audience certaine dans divers milieux oranais.

Un autre fait contribuera à tendre encore plus l'atmosphère politique locale : lors du débat public final (télévisé et co-présidé par le CNP et le wali) autour de la charte nationale, des syndicalistes et des jeunes connus pour être proches du PAGES intervinrent en nombre, malgré la surveillance dont ils faisaient l'objet de la part des nervis du CNP et de l'UW. Ce qui n'alla pas sans vives altercations qui obligèrent le wali à intervenir énergiquement pour que l'accès à la parole -et au micro !- soit libre. Le CNP dut encaisser l'humiliation et l'assistance eut face à elle l'image vivante d'autorités locales en conflit ouvert.

Mais c'est un autre événement, autrement plus important, qui va modifier la donne politique et syndicale : les grèves de 1977 qui éclatèrent à la manière du fameux "coup de tonnerre dans un ciel serein". En effet, alors que l'heure était au discours politique triomphaliste après l'adoption de la Charte nationale, et qu'on en était aux préparatifs des élections de la première assemblée populaire nationale (APN), les cheminots déclenchèrent une grève nationale qui fut suivie ici et là d'arrêts de travail dans plusieurs autres secteurs. Ces grèves signifièrent l'arrêt de mort de l'équipe dirigeante de l'UGTA au niveau national. Le pouvoir politique se dépêcha d'en changer, en effet, et, semblant retenir la leçon des grèves, choisit une direction nationale dont les membres étaient réputés plus proches des préoccupations des salariés et des syndicats de base. Il désigna même, à la tête du secrétariat national, un ancien militant de la CGT et du PCA, Abdellah Demène-Debbih.

Les espoirs placés dans la nouvelle équipe de la Centrale syndicale ne changèrent rien à la situation à Oran. La nouvelle direction syndicale, après une timide tentative, renoncera définitivement à faire tenir, sous son contrôle, un congrès crédible de l'UW. La protection policière dont jouissait -jouit toujours aujourd'hui- cette dernière était décidément sans faille ! La cause en était -peut-être aussi- le fait qu'il n'y avait pas d'autre force alternative qu'une base syndicale très à gauche et très sensible aux propositions et à l'action du PAGES et, dès lors, difficilement contrôlable pour que les polices se risquent à laisser l'UW à son sort.

Il faut rappeler que la centrale syndicale voyait déjà, dressées contre elle, toutes les structures horizontales (UW et UT) du pays, aiguillonnées par l'appareil central du FLN et la police (qui travaillaient main dans la main au plus haut niveau) qui leur enjoignaient ouvertement de saboter l'action de la Centrale, de lui opposer, à tout le moins, une force d'inertie, en attendant des jours meilleurs. C'est aussi que la centrale avait fait souffler un vent de panique dans les appareils syndicaux en nettoyant, au terme de congrès réguliers, les structures verticales : des fédérations professionnelles dynamiques et proches des travailleurs avaient, alors, émergé qui allaient contrebalancer le frein que constituaient des structures horizontales qui avaient complètement perdu de vue leur simple être salarié pour devenir des exécutants de la police et de l'appareil du FLN.



Pour qualifier la dégénérescence de ces syndicalistes, le PAGES utilisait couramment le terme de "carriériste", qualification ambiguë et sans contenu politique. J'avais proposé, quant à moi, une référence historico-politique plus proche de la réalité algérienne : les syndicats péronistes argentins, inféodés à un pouvoir qui avait su se les attacher en prenant des mesures sociales qu'eux-mêmes

n'auraient pas revendiquées, au point de se faire les auxiliaires de la police et même des escadrons de la mort

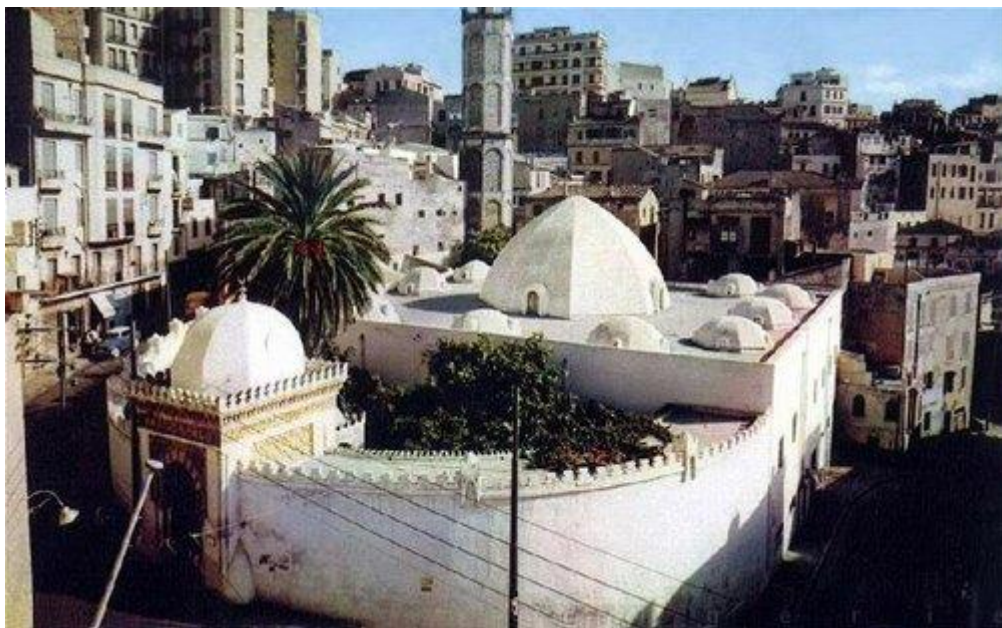
(la AAA, Alliance Anticomuniste Argentine) qu'Isabel Peron et son mentor, le ministre des Affaires sociales Lopez Rega, mirent en place pour lutter contre la gauche. (Un jour, peut-être, un coin du voile sera-t-il levé sur le rôle réel qu'ont pu jouer certains syndicalistes mafieux algériens durant la "décennie noire".)

C'est sur ces entrefaites qu'un autre événement allait survenir qui allait exacerber la tension politique locale. On était à la veille des élections de la première APN (1977). La commission des candidatures pour la wilaya d'Oran était présidée par le ministre des industries, Bélaïd Abdesselam, accompagné du secrétaire national de l'UGTA, Hassan Belhadj-Bakir. La veille de la publication de la liste des candidats retenus, une fuite mit ladite liste à la disposition de l'intersyndicale. À la lecture des noms -pour l'essentiel, ceux d'hommes de paille de la police, appartenant à l'UW et à la fédération urbaine du FLN-, l'indignation fut à son comble. Un tract fut rédigé par moi, ronéotypé et distribué dans la soirée même. Ce furent les travailleurs communaux, ceux du service du nettoyage en majorité, qui firent le gros du travail de distribution. La police procéda à l'arrestation de l'un d'entre eux. Les policiers en conclurent -déduction erronée- que le rédacteur du tract était M'hamed Djellid, militant du Pags et organisateur (clandestin) des dockers et des communaux et, en tant que tel, déjà identifié par la police. Il fut arrêté et sauvagement battu dans les locaux de Châteauneuf (là même où la police coloniale torturait sans désespérer). La nouvelle se répandit immédiatement ; on dit que le coordinateur de la Sûreté de wilaya et le CNP avaient supervisé l'interrogatoire barbare. Le CNP, de son côté, voulut exploiter cette arrestation et élargir le champ des représailles aux animateurs de l'intersyndicale. Il commit l'erreur de vouloir se venger de deux membres du BC-FTEC, Saïd Chentour et moi-même, ses ennemis héréditaires. Il exigea leur arrestation. Le wali s'y opposa énergiquement. Il faut dire, qu'en plus de la nécessité pour lui de calmer le jeu dans sa wilaya, le préfet connaissait personnellement et appréciait particulièrement le travail d'élu local de l'un des deux enseignants, en l'occurrence Saïd Chentour qui était vice-président de l'APW d'Oran. L'affaire souleva une grande émotion et eut un retentissement national car le PAGES diffusa une déclaration condamnant l'arrestation de M'hamed Djellid et les brutalités qu'il avait subies. Elle en faisait clairement porter la responsabilité à un commissaire du FLN "particulièrement sectaire" (sic).

(Une anecdote pittoresque ici : le policier infiltré dans l'intersyndicale, qui se démenait comme un beau diable pour faire ronéotyper de nouvelles copies du tract, fut arrêté. La police ne savait pas qu'elle venait de mettre la main sur un officier de la Sécurité militaire. Les supérieurs de l'infiltré durent, intervenir en sa faveur et donc le "griller". Et c'est ainsi que le monde syndical découvrit sa véritable fonction ! Nous, nous avons bien ri dans notre barbe.)

À la suite de cet événement, l'intersyndicale changea son fusil d'épaule et dirigea toutes ses attaques contre le CNP. Pétitions, dénonciations, rapports envoyés à toutes les autorités ne se comptèrent dès lors plus et trouvèrent leur aboutissement dans un long mémorandum raisonné, rédigé par le premier cercle de l'intersyndicale, et très précisément par Saïd Chentour et moi-même, discuté et signé par la base syndicale (une quarantaine de structures, les plus importantes, les plus représentatives apposèrent leur cachet officiel sur le document) et exigeant le renvoi de Abdelkader Issaad. Le document fut envoyé au chef de l'État sous les auspices du courageux et intègre Ministre du travail et des affaires sociales, Med-Saïd Maazouzi. Il ne passa pas beaucoup de temps avant que Boukharrouba vienne en personne déposer Issaad -qui ne fut même pas convié à la cérémonie officielle- et installer à sa place un officier de l'armée en exercice sur la place d'Arzew, le commandant Hasnaoui.

Ce dernier avait pour mission immédiate d'apaiser la situation. Il reçut très vite une délégation informelle de la base syndicale. Celle-ci lui fit part de la revendication fondamentale des syndicats : l'organisation d'un congrès régulier et démocratique de l'UW, sous la supervision d'une commission de préparation elle-même démocratiquement élue. Le CNP évita soigneusement de s'engager en quoi que ce soit. Les choses se sont passées ainsi : à la demande de ses interlocuteurs, le CNP répondit par une longue digression où il était question de son expérience des syndicats, basée sur son observation personnelle de leur action à Arzew. Et, inopinément, il demanda à ses interlocuteurs ce qu'ils pensaient de tel syndicaliste qui avait "sévi" (sic) à Arzew. Il ajouta, sans attendre la réponse, que lui-même considérait cet homme comme un véritable "fléau" (sic). Ses interlocuteurs n'entrèrent pas dans son jeu et essayèrent de le ramener à leur demande ; toujours fuyant, il ne s'engagea à rien. Ses interlocuteurs traduisirent sa position ainsi : "Ne comptez pas sur moi pour tirer les marrons du feu au profit des communistes."



Pour la petite histoire, l'homme que Hasnaoui qualifiait de "fléau" était Benamar Mahrouz, le syndicaliste CGT qui osait affronter, dans les années 50, les colons tout puissants de l'Oranie pour organiser les ouvriers agricoles au sein de son syndicat. Il jouissait d'un prestige considérable dans toute la région et s'il avait bien représenté un fléau, en effet, c'était pour les colons-négriers. Après le coup de force contre l'UGTA -1968-, il fit partie du groupe d'anciens cégétistes -tractés

par Hassen Khitman- qui se mirent au service du ministre Belaïd Abdesselam.

LA RÉACTION THERMIDORIENNE EN MARCHÉ

Un an plus tard, Boukharrouba mourait. La réaction thermidorienne allait commencer qui allait livrer quelques années plus tard la nature véritable de ce qui s'était mis silencieusement en place -une de ces ruses dont l'histoire a le secret- sous le règne "socialiste" de Boukharrouba. Le conclave militaire, réuni près d'Alger pour désigner un successeur au président défunt, "choisit" le colonel Chadli Bendjedid, chef de la Deuxième région militaire -celle d'Oran- depuis 1964 -un record.

On prétend que le chef de la SM, le colonel 'Abdallah Khalef, a dirigé ce conclave de main de maître. Mais était-il bien au fait de ce que les oranais avertis se disaient : à savoir que Bendjedid avait été pris discrètement en charge depuis belle lurette par la France, et ce par le truchement d'une famille de grands propriétaires fonciers de la région de Mostaganem (qui lui donnera sa petite-fille en mariage). L'un des membres de cette famille s'était répandu, en privé devant moi, en confidences sur les séjours de Bendjedid à Biarritz et Monaco, entièrement aux frais de cette famille. *"Voilà comment le ra'i (le berger ; Bendjedid était ouvrier à la Tabacoop de 'Annaba) a été civilisé ! Et c'est à nous qu'il le doit !"*

Donc, ou bien l'homme le mieux informé d'Algérie (A. Khalef) ne savait pas qu'il plaçait à la tête de l'état un suppôt de l'ancienne puissance coloniale, ou bien il savait et a laissé faire. Mais la réalité des choses, c'est que le conclave militaire était sous l'influence des anciens officiers du cadre français qui ne voulaient surtout pas d'une personnalité forte, capable d'échapper à leur contrôle. A charge pour les services de 'A. Khalef d'écrire le roman de cette péripétie sous la forme d'un duel entre un prétendant du clan de l'est (Yahiaoui) et un autre du clan de l'ouest (Bouteflika).

LA MATRICE EST/OUEST

Ces services instrumentalisent en permanence le même schéma d'opposition binaire est/ouest pour expliquer toute situation politique conflictuelle dans le pays. Cette tendance à tout renvoyer à une sorte de structure figée dévoile la vérité de l'histoire de ces services, elle-même liée de façon consubstantielle à l'histoire de l'armée. Disons-le sous forme de raccourci (qui n'est qu'un raccourci à valeur heuristique) : l'ALN s'est développée, dans une proportion majoritaire, à l'est du pays alors que la sécurité militaire est née et s'est développée essentiellement à l'ouest.

Mais il y a surtout que les intérêts de la hiérarchie de l'armée et ceux des services secrets coïncidaient sur un point précis et décisif : empêcher l'émergence d'un vrai chef d'État : 1) l'armée, parce qu'une partie de ses cadres voulait sa professionnalisation (synonyme de retrait de la vie politique car la politique divise), alors qu'une autre avait hâte de se lancer dans les affaires et de prospérer en toute quiétude : un chef d'état digne de ce nom aurait empêché aucune de ces aspirations de se réaliser. 2) Les services de sécurité, parce que le seul obstacle à leur domination absolue sur la vie politique serait un leader charismatique légitimé par le peuple qui pourrait entreprendre de ramener leur pouvoir à de plus modestes proportions.

Le fait est que le PAGS appela à voter pour Bendjedid. Certains de ses militants oranais -particulièrement ceux qui activaient dans les syndicats et dans l'intersyndicale-, protestèrent vivement. (J'ai personnellement refusé d'appliquer cette directive).

Alors que le centre de gravité du pouvoir réel se déplaçait à l'est, c'est paradoxalement Oran qui apparaissait comme sa base arrière : le nouveau président avait passé quatorze années à la tête de la Deuxième région militaire. Il avait pris pour épouse une descendante, par la branche maternelle, d'une famille de grands propriétaires fonciers de l'ouest, adossée à une confrérie religieuse (zaouia) influente. Les prétendants aux prébendes se bousculaient à son portillon. On vit des walis servir le couscous et **nettoyer** les tables basses. Les collaborateurs du chef de la Région allaient devenir des personnages considérables de la vie politique : les commandants Larbi Belkheir, tout-puissant secrétaire général de la présidence de la République, et Mohamed Médiène, donné pour le chef sans partage des services secrets depuis les années 90.



L'AFFAIRE "MON CHÂTEAU"

C'est à cette époque que se mit à monter à Oran l'étoile du chef de la brigade criminelle (son grade véritable était sujet à caution, mais il se comportait en véritable patron), celui qui était connu sous le sobriquet de "Max" et qui était très redouté pour sa brutalité ; il était originaire de l'est du

pays et des rumeurs invérifiables couraient sur son passé, supposé trouble. Il se révéla que Max était très proche de Khélifa Bendjedid -le frère cadet du président- qui venait d'être nommé wali. Max était également l'ami d'un homme d'affaires, originaire de l'est du pays et lui-même proche de Khélifa Bendjedid. Or cet homme d'affaires avait acquis deux lieux de plaisir dans la métropole de l'ouest ; en ville, le "Riad", un bar fréquenté par les proches du nouveau pouvoir, et sur la corniche, le "Mon château", un vrai château au demeurant, transformé en boîte de nuit où se produisaient les chebs du Raï et où la consommation des substances illicites et la prostitution battaient leur plein. Dans ce genre de lieux, les rixes sont monnaie courante. C'est à la suite de l'une d'elles que la police tenta d'intervenir. Mal lui en prit. Les policiers furent interdits d'entrée et même malmenés par les vigiles du lieu.

Pour la police d'Oran, c'était une humiliation d'autant plus intolérable que la nouvelle s'était répandue à la vitesse de la foudre dans toute la ville. Une équipe d'inspecteurs, accompagnés d'une escorte d'agents, vint alors se saisir du patron du Château en son château même. Placé en garde à vue, il fut déféré au Parquet, après avoir subi un traitement "spécial" -aux dires des mouchards qui se répandaient en "révélations" sur la manière dont la police avait lavé l'affront qui lui avait été fait. Mais le prévenu fut remis en liberté quelques heures

plus tard sur ordre de la Chancellerie. La police était ainsi désavouée et reçut même le coup de pied de l'âne quand la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), commandée alors par El Hadi Khediri, envoya un inspecteur général des services (la police des polices) enquêter sur le comportement des policiers d'Oran à l'encontre du patron du Château. Durant cette affaire -qui allait laisser des traces profondes-, les policiers ont mesuré la solidarité active de leur collègue Max avec l'homme d'affaires, mais également celle du pouvoir lui-même qui a mis en branle le ministère de la Justice et la DGSN pour venir en aide à l'ami du frère du président de la République.

Longtemps, cette affaire restera au centre des conversations où la seule leçon retenue était encore et toujours celle de "la pauvre ville d'Oran jetée en pâture aux hommes de l'est". Comme pour renforcer ce sentiment, Max allait encore faire parler de lui. Un matin, le préposé à l'accueil des ateliers de la Sonacome (Société nationale des constructions mécaniques, qui assurait la vente et la maintenance de véhicules aux particuliers) vit arriver, pour révision générale, une voiture dont le propriétaire ne s'était pas donné la peine de prendre rendez-vous et qui prétendait malgré tout que son véhicule était prioritaire. Le préposé à l'accueil refusant de lever la barrière d'entrée, l'homme descendit et le gifla : c'était Max qui convoyait la "Honda" de Khélifa Bendjedid. Les mécaniciens et employés des ateliers Sonacome, sis boulevard Abane Ramdane, cessèrent



immédiatement le travail et entreprirent d'informer l'ensemble des travailleurs de l'entreprise. L'émotion fut grande dans les milieux du travail mais la réaction ne fut pas à la hauteur de l'agression : UW et police firent, en effet, ce qu'il fallait pour intimider et isoler les salariés de la Sonacome. Mais c'est aussi que le rapport des forces, aux plans syndical et politique, avait beaucoup changé en cette année 1982.

DE NOUVEAU LA CAPORALISATION DES SYNDICATS

La centrale UGTA avait fait, de nouveau, l'épreuve d'une caporalisation aussi brutale que celle de 1968. Au cours d'un congrès entièrement préfabriqué et déclaré sixième du nom, le secrétariat national, à l'exception d'un seul de ses dirigeants (qui troqua son honneur contre le plat de lentilles d'une promotion au poste de secrétaire général), fut limogé. Les fédérations professionnelles furent dissoutes et rayées de l'organigramme syndical. Les structures horizontales -UW et UT- collaborationnistes triomphaient. Et avec eux les appareils policier et FLN. Il ne fallait pas témoigner d'une perspicacité d'exception pour comprendre que c'en était bien fini de l'UGTA en tant qu'organisation syndicale représentant et défendant les intérêts des salariés. À Oran, les militants de l'intersyndicale, confrontés de longue date aux structures syndicales mafieuses locales, voyaient l'essentiel de leurs analyses ratifié par les faits : ces structures étaient l'image développée et anticipée de la véritable nature du syndicalisme officiel. Il fallait, maintenant, passer à autre chose. L'édification patiente de véritables syndicats, indépendants et démocratiques, en dehors du cadre officiel, s'inscrivait d'elle-même sur l'agenda stratégique des luttes futures. Cette position des militants oranais -dont j'étais le défenseur acharné- suscita un long débat au sein du PAGS où la doctrine officielle était de militer là où sont les travailleurs, que d'aucuns -la majorité, hélas- traduisait par : militer à l'UGTA. Ce glissement ruineux,

dénoncé à maintes reprises par les "Oranais", ne pouvait que lier les mains de militants remarquables de courage et d'abnégation et les enfermer dans des situations sans issue.

(Je me souviens d'une réunion à Alger qui regroupa des cadres du parti activant dans les syndicats : j'y ai défendu ma position face aux deux membres de la direction, H. Cherif et A. Chergou. Appuyés par les militants pagistes du complexe sidérurgique d'El-Hadjar qui raillaient avec paternalisme mes arguments, perchés qu'ils étaient sur les hauteurs stratosphériques de la plus grande concentration ouvrière du pays -et quels ouvriers ! Les métallos !-, les deux membres de la direction me laissèrent à peine parler. Particulièrement rigide et cassante était l'attitude de A. Chergou qui ne tolérait pas qu'on puisse critiquer la ligne pro-UGTA qu'il défendait. Je me souviens avoir écrit un rapport à la direction après cette rencontre. Il demeura sans suite. Quelques mois plus tard, H. Cherif et A. Chergou se révélaient comme les artisans, sous la houlette de Bakhtaoui, du sabotage du PAGS.)



À Oran, cependant, un nouveau CNP était installé qui porterait mieux les couleurs de la réaction thermidorienne en marche. Celui qui fut choisi -outre qu'il était originaire de l'est du pays, ce qui, vu le climat local, avait toutes les chances d'apparaître comme une provocation- était un vieux routier de l'appareil du FLN, rompu aux pratiques autoritaristes et caporalisatrices et plein de morgue, Tahar Laadjal. Qu'on en juge : à une délégation de syndicalistes de

l'enseignement qui avait demandé à le rencontrer afin de l'entretenir de l'agression commise contre le local du syndicat des enseignants par des responsables de l'UW, le CNP répondit par une longue digression sur sa lutte contre... les goumiers, (supplétifs indigènes de l'armée coloniale) ! J'ai répondu que le mot et la chose étaient inconnus dans l'ouest du pays et nous sommes sortis sans autre forme de procès. La délégation déposa également une demande d'audience auprès de la Région militaire dont le chef, membre du Comité Central (CC) du FLN, était, alors, le colonel Kamel Abderrahim : en réponse, les délégués syndicaux reçurent la visite d'officiers de la SM qui voulaient savoir de quoi les demandeurs voulaient entretenir le colonel en les dissuadant diplomatiquement de le faire.

LA GRÈVE DES LYCÉENS

Au moment où éclata la grève des lycéens, Oran avait trois membres du CC/FLN : le CNP, T. Laadjal, le chef de la RM, Kamal Abderrahim, l'inspecteur d'académie, directeur de l'Éducation et de la culture, Abdelkader Boualga. La qualité de membre du CC d'un instituteur du cadre marocain qui ne rentra en Algérie qu'à l'indépendance (avec un grade de l'ALN) a de quoi intriguer : pas si l'on sait qu'il était le beau-frère du n°2 de la SM, Yazid Zerhouni. Oran avait aussi un wali très proche du cercle présidentiel (Rachid Mérazi) et une police en état de choc mais avec deux hommes forts : l'omniprésent et vibronnant Max et le chef de la police des Renseignements généraux, Abbas Ghorzi. Les deux principaux responsables de la police, le coordinateur de la sûreté de wilaya -Ghomari- et le chef de la police judiciaire semblaient plombés par leur origine : le premier était de Nédroma et le second de Maghnia, c'est à dire le « pays » de Benbella. Alors que ce dernier venait de quitter le pays et de se positionner en opposant, avec un parti (le MDA, Mouvement Démocratique Algérien) et un journal (El Badil), ceux qui s'étaient commis avec lui, faisaient profil bas. En privé, beaucoup

d'entre eux n'avaient pas de mots assez durs pour celui qui les avait compromis et abandonnés à leur sort. La police tira profit de cette situation : lorsque Benbella rentrera au pays, son MDA grouillait littéralement de policiers infiltrés.

Le mouvement de grève toucha l'ensemble des lycées de la ville avec une rapidité phénoménale et s'étendit non moins rapidement à l'université. Là, il est vrai, le relais avait été pris par les militants de la CNE qui se placèrent immédiatement à l'avant-garde du mouvement, reléguant les lycéens au second plan.

La Commission Nationale des Étudiants (CNE) avait été créée en 1975. Après la dissolution de l'union nationale des étudiants algériens (UNEA), en 1971, le pouvoir supprima la JFLN (Jeunesse du Fln) et définit un cadre unique pour les jeunes, l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne), tout en réservant une structure spécifique, à l'intérieur de ce cadre, aux étudiants : la CNE.



Les grévistes défilèrent dans les rues de la ville en bon ordre et sans aucun débordement pendant trois jours. L'atmosphère était plutôt bon enfant et les mots d'ordre scandés concernaient le baccalauréat et le prétendu réaménagement des coefficients. Jusqu'à ce que les manifestants décident de faire un sit-in en face du CNP et de l'académie pour protester contre le silence des autorités qui ne daignaient pas s'exprimer sur la question. Les élèves et étudiants virent fondre sur eux les brigades anti-émeutes (BAE) qui les matraquèrent avec une violence incompréhensible. C'est à l'occasion de cette grève et de sa manifestation publique que les habitants d'Oran allaient découvrir ces brigades pour la première fois. Le mot qui convient après ce matraquage sauvage qui eut lieu en plein centre-ville est "sidération". Les jeunes manifestants et les Oranais découvraient avec stupeur que le pouvoir politique s'était armé silencieusement contre son propre peuple qu'il traitait comme jadis les CRS coloniaux le traitaient. Le choc fut énorme.

Le lendemain, la marche pacifique des grévistes se heurta au barrage des BAE qui fermait l'accès du boulevard Émir Abdelkader. Les policiers chargèrent avec la même brutalité, hors de proportion. Depuis les balcons, les habitants considéraient le spectacle de leurs enfants brutalisés ; alors, se saisissant de tout ce qu'ils pouvaient avoir sous la main, ils bombardèrent les policiers de tuiles, de morceaux de parpaing, de bouteilles de verre et même de gaz butane. C'était du jamais vu. Un autre affrontement eut lieu à proximité de l'université, les BAE voulant empêcher les étudiants de rejoindre le centre-ville ; ces derniers ripostèrent à coups de pierre aux tirs de grenades lacrymogènes ; les BAE reculèrent.

Sentant que la ville se mobilisait et craignant d'être débordées, les autorités locales obtenaient la venue du Secrétaire d'État à l'enseignement secondaire (Sees) en même temps que la police procédait aux premières arrestations d'élèves, d'étudiants et... d'enseignants.



Le Sees, Larbi Ould Khelifa, qui s'était tenu jusque-là dans une réserve étanche, comme si ce qui se passait ne le concernait en rien, arriva à Oran pour une "visite de travail prévue de longue date", disait la presse officielle. On le promena à travers la wilaya pour donner le change et on programma une rencontre avec les enseignants, au siège de la wilaya. Le principe retenu était que chaque lycée serait représenté par un délégué. Nous -je veux dire cette

espèce de tripode BC/FTEC-intersyndicale-PAGS étions syndicalement présents dans tous les établissements

et jouissions de la confiance de nos collègues. Nous serions donc fortement présents à cette réunion. Mais il fallait la préparer : nous n'en eûmes pas le temps.



ARRESTATIONS

La veille de cette rencontre, j'avais été arrêté sans ménagement par trois jeunes policiers en civil, en plein centre-ville. Bien plus tard, j'apprendrai par l'un des policiers qui m'avaient interpellé que c'est à l'instigation d'un membre de la kasma FLN du centre-ville -qui me présenta à eux comme le "cerveau" de toute l'affaire- qu'ils m'étaient tombés dessus. Ces révélations interviendront après que le policier aura appris que j'étais originaire du même bled que lui (!) et - surtout- après qu'il aura découvert

que le militant FLN-mouchard et "syndicaliste" dans le secteur financier était connu pour son aptitude à se vendre au plus offrant. Moralité : les mouchards "donnent" les gens aux policiers ; mais il arrive que les policiers "donnent" les mouchards aux gens. (Comment donc s'explique l'hécatombe perpétrée dans les rangs de la police et de ses indicateurs dans les années 90 ?)

Dirigé vers Châteauneuf -siège de la police judiciaire et des RG- et abandonné dans un couloir, j'eus tout le temps d'observer le manège qui se déroulait devant moi. Des élèves et étudiants terrorisés et soumis à un chantage, à même le couloir : *"Donne-moi deux noms et tu sors tout de suite"* ; les allers et venues des mouchards dont beaucoup ne m'étaient pas inconnus puisqu'il s'agissait de "syndicalistes" proches de l'UW et de militants du FLN qui ne manquaient pas de me jeter des regards de haine et de satisfaction en même temps. Le bureau vers lequel tout convergeait s'avéra être celui de Abbas Ghorzi, chef des RG. Il sortit d'ailleurs à plusieurs reprises de son antre, affairé, papiers en main, suant, soufflant et insultant ceux qui se trouvaient sur son passage. J'eus droit au même traitement sauf que pour moi -qui détonnais au milieu des jeunes gens- il eut ces mots en plus : *"Qu'est-ce que tu fais là ? Qui tu es ? Pourquoi tu es là ?"* J'ai répondu que je n'en savais rien et que c'était plutôt à la police de dire pourquoi elle a arrêté un professeur. Je crois qu'il a fait des efforts pour ne pas m'insulter encore. Je fus livré à moi-même plus de trois heures durant dans le couloir. Puis quelqu'un sortit du bureau du chef et me dit que je pouvais partir. Sans autre forme de procès.

Le lendemain à huit heures, des policiers m'attendaient sur mon lieu de travail. Mené à Châteauneuf, je fus interrogé par un commissaire de la brigade politique des RG. L'interrogatoire dura sept heures durant lesquelles chaque mot, chaque signe de ponctuation même, fit l'objet d'une âpre négociation. La tactique du policier -froid et retors- consistait à m'épuiser pour que je finisse par accepter les termes du procès-verbal d'audition tels qu'il les formulait. Or, ses formulations étaient toujours savamment pernicieuses, pouvant se prêter à toutes les interprétations. De plus, l'interrogatoire ne portait pas sur des faits précis mais sur ce que je pouvais penser de tel ou tel événement, par exemple du 6ème congrès de l'UGTA, de la grève, etc.

Il m'apparut clairement alors que la police était en train de monter une provocation dont nous étions les victimes désignées. Vers 15H, le commissaire décréta une pause et me demanda de le suivre : nous sortîmes et je vis qu'il se dirigeait vers un café de la rue Philippe. Là, nous prîmes un café sans nous adresser la moindre parole ! Quand le policier me vit allumer ma première cigarette, la surprise se lisait dans son regard. Il venait sûrement de se rendre compte que j'avais résisté à l'envie de fumer pendant plus de 6 heures. Dès lors, il n'insista plus : une heure plus tard, je signais le procès-verbal, rédigé dans les termes qui représentaient un compromis que j'estimais tout à fait valable, et je dis au policier que s'ils avaient l'intention de me garder à vue, il faudrait qu'ils préviennent mon établissement afin qu'on procède à mon remplacement pour la réunion

avec le ministre. Le policier n'était pas au courant ; il se retira et revint après un bon quart d'heure - probablement de discussion avec le chef- pour me libérer.



RÉUNION À LA WILAYA

De Châteauneuf, je me rendis à la réunion. À la tribune, étaient assis le secrétaire d'État Ould Khelifa, le wali Mérazi, le DEC Boualga et un officier du Secteur territorial de l'armée. Sur les sièges de l'hémicycle, les délégués enseignants étaient visiblement intimidés. Le malaise était palpable. Le Sees prit la parole. Son intervention, alambiquée et sans intérêt, réussit le tour de force de ne rien dire de l'objet même qui nous réunissait ! Puis il incita les enseignants à prendre la parole. Il comptait évidemment sur eux pour crever l'abcès. Je fus le premier à la demander. J'allai droit au but ; je dénonçai les arrestations qui touchaient élèves, étudiants et professeurs ; je dis que je venais moi-même de faire l'objet de deux interpellations ; je dis au ministre que les mesures d'apaisement qu'il pourrait prendre étaient simples : 1) opposer un démenti officiel à la rumeur concernant le baccalauréat ; 2) faire cesser les interpellations policières.

Ce que je prenais pour du malaise à mon entrée dans l'hémicycle était en réalité de la peur. Une peur qui devint épaisse, massive, concrète quand j'eus achevé mon intervention -qui n'avait duré guère plus de trois minutes. Le Sees fit une réponse pathétiquement creuse pendant que le DEC soufflait sans vergogne à l'oreille du wali qui prenait des notes. Le wali enchaîna sans tarder et, s'adressant à moi, entonna, d'une voix véhémement, un discours menaçant : 1) "Pourquoi le plaignant n'a-t-il pas saisi le DEC après son interpellation ? 2) Mais nous savons à qui nous avons affaire avec cet individu. 3) Nous ne permettrons pas que nos services de sécurité soient mis en cause. 4) Voici le bilan chiffré et détaillé des violences subies par les forces de l'ordre, notamment à la suite de jets de projectiles depuis les terrasses et les balcons".

L'intervention du wali, menaçante et dramatique, suggérait perfidement que les arrestations visaient les responsables directs ou indirects de ces voies de fait contre agents de la force publique. Alors la peur s'épaissit encore plus et personne n'osa prendre la parole hormis un professeur d'histoire qui se lança dans un plaidoyer inutile pour sa discipline. Ce qui permit au Sees de tenter une sortie honorable sur le mode triomphaliste de "l'école-algérienne-qui-a-accomplis-des-miracles etc". Et la séance fut levée.

À l'extérieur de l'hémicycle, je retrouvai mes camarades et nous fîmes un rapide conciliabule. Je leur dis que sur le vu de mon interrogatoire, il était clair que la police cherchait à nous mettre l'affaire sur le dos. Je leur conseillai de ne pas passer la nuit chez eux parce que le week-end qui commençait- nous étions le mercredi 28 avril 1982 au soir- serait allongé d'une journée, le samedi (premier jour de la semaine) tombant le 1er mai : la police n'allait pas rater l'occasion d'arrestations dans la discrétion, ainsi que celle d'une garde-à-vue prolongée.



DÉFÈREMENT AU PARQUET

Je passai le long week-end loin d'Oran. Le dimanche 2 mai à huit heures du matin, je fus cueilli par deux inspecteurs de la PJ dans mon établissement-même et conduit, pour la 3ème fois, à Châteauneuf. Dans la cour, je fus accueilli par un Max vociférant et fulminant *Où tu*

as mis le couteau ? Je répondis que j'étais un professeur. *Allez ! Emmenez cette racaille !* Je voulais répondre mais je sentis une pression amicale sur mon bras que tenait l'un des deux inspecteurs. Je traduisis par *Ne fais pas attention !* La suite dira que je ne me trompais pas. C'est alors que je vis mes camarades surgir par une porte donnant sur la cour : ils sortaient des geôles et étaient dirigés vers le fourgon cellulaire ; pâles, mal rasés, chiffonnés ; les cinq professeurs (dont mes camarades et amis très chers Mahieddine Tsouria-Bélaïd et Mohamed Moulay) avaient passé trois jours et quatre nuits dans les geôles du sinistre Châteauneuf. Parmi les cinq enseignants, un seul n'appartenait pas à notre mouvance : Yazid Khélil, professeur de philosophie. Comme nous fûmes tous deux collègues et amis, je compris immédiatement pourquoi il était là : originaire de Maghnia, sa famille était proche de Benbella et lui-même avait participé à un dîner familial en l'honneur de l'ancien président. Cela dit, il n'avait pas d'opinion politique affirmée et était l'image même de l'homme tranquille se consacrant totalement aux siens et à son travail. Le complot policier m'apparut alors dans toute sa grossièreté : faire croire à une collusion communistes/benbellistes à l'origine des troubles pour justifier une répression dans les deux directions.

On m'emmena chez le chef de la PJ. Il repéra sur une liste le seul nom qui n'était pas encore biffé, le raya et dit sans daigner me regarder : *"On ajoutera « délit de fuite » pour que ton compte soit bon !"* Et il fit le geste de chasser une mouche, sans lever la tête et regarder en face celui qui se tenait devant lui. De nouveau dans la cour, je remarquai que le fourgon était parti. Max hurla *Les menottes ! Allez ! Racaille !* Les inspecteurs me firent monter à l'arrière d'une voiture et m'encadrèrent ; je tendis mes poignets. L'un des deux inspecteurs me dit Hacha (Sauf ton respect) ! *Nous savons qui vous êtes ! Dieu est témoin que nous ne sommes pour rien dans cette affaire et que nous avons honte. Dites-le à vos amis.*

J'arrivai donc sans menottes (faveur insigne !) au palais de justice ; je retrouvai mes camarades dans une geôle du tribunal. Je leur donnai les informations dont je disposais et qui permettaient -selon moi- d'être optimiste : pendant les trois jours où j'étais resté libre, je n'avais, en effet, pas chômé, alertant les camarades, les amis, les parents et surtout les milieux de la magistrature où je disposais de connaissances, parents et anciens élèves. Partout, et après l'indignation, c'était le même message : *on ne laissera pas faire !*

On nous mena ensuite dans la salle d'audience du tribunal où nous allions rester toute la journée assis à ne rien faire, attendant qu'il soit statué sur notre sort. Dans les bureaux, la négociation faisait rage entre le procureur général, représentant la Chancellerie, et les magistrats du tribunal et de l'instruction qui ne dépendent pas -en principe- du Parquet.



ORAN ET SES INSPECTEURS D'ACADÉMIE

Le Ministre de la justice, à ce moment, était Boualem Baki, ancien inspecteur d'académie d'Oran que nous avions eu donc comme vis-à-vis. Il avait été toujours courtois et même fraternel. Ce fut une période heureuse où le blockhaus qu'était

l'académie lors du règne interminable (1965-1973) de Tahar Zerhouni (cousin du n°2 de la SM) -dont la sécheresse et la rigidité empêchaient toute relation normale avec ses collaborateurs et encore moins avec des syndicats dont il ne voyait les interventions légales que comme autant d'attentats contre ses prérogatives- devenait enfin le lieu normal où les enseignants pouvaient, sans trembler, être accueillis à certaines heures et certains jours et voir leur droit à être représentés par des syndicats, reconnu.

Nous avons mené une lutte sans merci contre le despotisme de cet homme, Tahar Zerhouni -avec les mots d'aujourd'hui, on dirait de lui qu'il était psychorigide à tendance paranoïaque-, la terreur qu'il faisait régner sur la famille enseignante et son népotisme familial et "blédard" (Nédroma). Nous allâmes jusqu'à dénoncer publiquement ses travers par une déclaration écrite, tract que nous distribuâmes lors de la cérémonie officielle marquant la commémoration du 1er novembre ; c'était en 1971 et les festivités se déroulaient sur la place du même nom. Les corps constitués, civils et militaires, furent frappés de stupeur quand ils virent de jeunes enseignants leur distribuer des tracts dénonçant l'inspecteur d'académie soi-même, l'homme intouchable parce qu'il jouissait d'une protection suffisamment dissuasive en elle-même.

Or, Boualem Baki fut l'adjoint de Zerhouni, un adjoint confiné dans un minuscule bureau au fond d'un couloir et frappé d'un interdit tacite. Nous ne manquions pas, lors de quelque réunion des commissions paritaires des personnels enseignants -les seules réunions bipartites que Zerhouni ne pouvait pas éviter- où je siégeais avec deux camarades qui venaient de purger des mois de prison pour appartenance à l'ORP (Belarbi Mekki et Baroudi Zegrar)- pour braver l'autocrate, de rendre une visite de courtoisie à l'exclu.

Baki ne manquait pas l'occasion de se plaindre à nous : *"Est-ce ainsi qu'on traite un ancien moudjahid ?"*. Baki, ancien mouderrès de l'association des Oulamas avait rejoint l'Aln en 1956 ; Zerhouni, ancien médersien, fut professeur d'arabe au collège Ardaillon d'Oran jusqu'en 1962. Baki avait en haute estime le fait que nous tenions tête à l'inspecteur d'académie. À la fin du règne de Zerhouni, Baki prit sa place et ce fut une véritable libération, vécue comme telle par les enseignants. Mais il fut vite appelé à d'autres fonctions et remplacé par Abdelkader Boualga, protégé lui aussi, comme il a été dit plus haut, du n° 2 de la SM. (Apparemment, l'académie d'Oran était un domaine réservé...)

Zerhouni fut muté au Ministère de l'éducation nationale où un poste léonin avait été créé spécialement pour lui : Directeur des personnels enseignants et administratifs ! Que restait-il donc au ministre, (Abdelkrim Benmahmoud) ? À Alger, Zerhouni créa vite le scandale en nommant, par une procédure exorbitante du règlement, sa femme à la tête d'un prestigieux collège. C'est ce qu'il avait fait à Oran pour sa femme et son beau-frère. Un jour que j'accompagnais le secrétaire général de la FTEC, Ahmed Rouidjali, pour une réunion au Ministère, il me proposa que l'on passe saluer son "vieux copain du MTLD", Abdelhamid Mehri. Mehri, malgré son titre de secrétaire général, était confiné dans un "placard", réduit à une seule tâche : signer les autorisations de sortie du territoire national pour les enseignants. C'est lui-même qui nous l'a dit en se plaignant : *"Voyez comment on traite un militant comme moi !"*. Mehri était traité comme Baki à Oran. (De là à supposer que l'attitude bienveillante de l'ancien ministre du GPRA, démis par l'armée des frontières et humilié par les hommes du clan d'Oujda, vis-à-vis du Front islamique du salut trouve là un de ses éléments d'explication, il ne paraît pas illégitime de le penser.)



Avec Boualga, nous n'eûmes pas de problèmes liés à la représentation syndicale. Sans doute instruit par l'expérience de Zerhouni, il savait qu'il y avait dans l'enseignement à Oran une présence syndicale forte et qui ne s'en laisserait pas conter. L'homme était, de plus, prudent et cauteleux. Il comptait sur un réseau d'anciens du Maroc (très nombreux dans l'enseignement à Oran) qui étaient ses yeux et ses oreilles

dans les établissements scolaires. La relation se dégrada brutalement à l'occasion d'un épisode précis.

L'inspecteur d'académie est par tradition, et de droit, le responsable des œuvres post et périscolaires, ainsi que l'on nommait les différentes activités culturelles proposées aux élèves en dehors du temps scolaire. Boualga

allait innover en créant, sous l'égide de la fédération des œuvres post et périscolaires, une coopérative de consommation destinée aux enseignants. Que l'épicerie fût une préoccupation éminemment culturelle, libre au DEC de le croire. Mais ce souci apparent des besoins supposés des enseignants était plus sûrement une ruse de guerre contre le syndicat qui apparaissait ipso facto comme ayant été incapable de prendre en charge le ventre des enseignants. En tout cas, les affidés et thuriféraires du DEC ne se privèrent pas de mener une propagande en ce sens.

Las ! La machine de guerre épicière explosa à la figure de ses mécaniciens : en effet, au cours d'une assemblée générale statutaire de ladite coopérative, les participants découvrirent que les comptes n'étaient pas sains. L'AG finit en queue de poisson et la coopérative resta sans direction, personne ne voulant endosser une gestion sujette à caution. Quelques jours plus tard, Boualga demanda à nous voir. J'y allais en compagnie d'un camarade et ami du BC-FTEC, militant progressiste du Fln, Belkacem Berrouba. Dans son bureau, nous entendîmes le DEC tenir un discours qui faillit nous faire suffoquer : soucieux de renforcer l'action des syndicats -disait-il- et conscient des difficultés d'approvisionnement des enseignants, j'ai décidé de *vous rétrocéder la coopérative de consommation*. La mutuelle (des enseignants) fournirait l'aide logistique. *Alors, on y va ?*

Alors que mon camarade essayait de gagner du temps, je répondis sèchement que nous n'étions pas habilités à prendre une décision de cet ordre -ni aucune décision du reste- sans en référer à nos structures ; que nous soumettrions cette proposition à un conseil syndical élargi aux délégués de la mutuelle. Le DEC piqua alors une véritable crise d'hystérie, hurlant après moi, me menaçant, les yeux exorbités. Je me levai et quittai le bureau, suivi par mon camarade.

Quand nous exposâmes sa proposition au conseil mixte syndicat/mutuelle, notre aîné, responsable à la mutuelle, Abdelkader Safer, dit sur un ton solennel et en faisant les gros yeux : *Boualga veut nous fourguer un failli !* (sic). Que Safer fût une entorse à son lexique toujours académique et châtié, voilà qui était nouveau. Nous partîmes d'un grand éclat de rire qui enterra, sans autre forme de procès, la manœuvre subalterne et surréaliste du DEC.

(N.B. Abdelkader Safer, instituteur et membre du PCA fut expulsé d'Algérie en 1956 ; participa au XXème (et historique) congrès du PCUS en 1956 ; membre de la délégation du PCA qui rencontra Mao-Zé-Dong en 1961. Inspecteur de l'enseignement, fondateur de la mutuelle générale des enseignants ; concepteur et directeur du centre médical de Canastel. Arrêté opportunément en 1967 -après la tentative de coup d'État de Tahar Zbiri- alors qu'il venait de remporter le plus grand nombre de voix aux premières élections municipales. Médeghri -ministre de l'Intérieur- s'opposa à ce qu'il fût président et désigna Benali Seghier, instituteur, ancien de l'UDMA. Par contre, il désigna Abderrahmane Tandjaoui, instituteur, ancien du PCA et beau-frère de Safer, à la mairie d'Es-Sénia. C'est que Tandjaoui avait sauvé les Medeghri, père et fils, recherchés par la police coloniale.)



LIBÉRATIONS, MANŒUVRES

Nous croupissions donc dans une salle du palais de justice ; de temps à autre, une figure magistrate amie -certains hommes de loi (Lahouari Merad, Omar Babadji) furent nos camarades de lutte à l'UNEA- se montrait dans un discret entrebâillement de porte. Nous traduisions par : *On est là !* Vers le milieu de l'après-midi, on commença à nous appeler un par un. Nous ne restâmes plus que deux, mon collègue et ami (Yazid Khelil) supposé benbelliste et moi. Ce qui me conforta pleinement dans mon analyse de la provocation policière. Le soir tomba et on nous ramena dans la geôle. Nous y restâmes, dans le noir total, plus d'une heure. Puis on nous conduisit chez le juge d'instruction. C'était une jeune femme dont j'appris qu'elle était la fille de Maître Abed, célèbre avocat oranais, ami et confrère de Me Thuveny, tous deux assassinés par l'OAS (1961) qui les accusait d'avoir aidé à l'évasion de Abdelhamid Benguesmia, chef des fidés de la ville. La juge nous informa que nous étions mis en liberté provisoire et que nous devions nous tenir à la disposition de la justice. Dans le couloir, un homme se présenta à moi : *Je suis votre avocat !* Maître M'hamed Ferhat avait été constitué pour moi (sans que j'en sache rien) par son vieil ami, Abdelkader Safer. Ancien du Parti du peuple algérien (PPA), Me Ferhat fut d'abord un internationaliste. En 1948, il partit à pied pour combattre contre le dépeçage de la Palestine.

À l'extérieur du palais de justice, il y avait beaucoup de monde : familles et proches attendaient là depuis les premières heures de la matinée. J'appris qu'une douzaine d'étudiants, membres de la CNE, avaient été mis sous mandat de dépôt et incarcérés à la MAO (Maison d'arrêt d'Oran). Le lendemain matin, ce fut la Section des recherches de la gendarmerie qui vint me cueillir. Je passais presque toute la journée dans ses locaux, cuisiné par un lieutenant borné, qui ne comprenait manifestement rien aux questions politiques qu'il me posait. À la fin de l'interrogatoire -sans procès-verbal-, il me dit de revenir le lendemain, pour continuer l'interrogatoire, en me munissant de quatre photos. En quittant son bureau, j'aperçus "notre" policier infiltré dans l'intersyndicale qui discutait avec lui au seuil d'une porte attenante au bureau du lieutenant. Je fis semblant de ne rien voir mais je compris pourquoi le lieutenant interrompait si souvent l'interrogatoire pour sortir.

Le soir, un de mes amis magistrats me téléphona : inquiet, il me demanda où j'étais passé. Quand je l'eus informé, il me dit que j'avais intérêt à me présenter le lendemain à la première heure à la juge d'instruction car la police me disait en fuite, prétendant m'avoir vainement cherché chez moi et à mon établissement. Ce qui était un mensonge. Quand la juge me vit, le lendemain, elle s'écria : *Mais où étiez-vous passé ? J'allais justement établir un mandat d'amener contre vous !* Quand elle apprit où j'étais, elle comprit et fut saisie d'une colère froide : *La police est dessaisie ! La gendarmerie est dessaisie ! Ne répondez plus à leurs convocations dorénavant ! Moi seule ai le droit de vous convoquer à présent ! Puis : Mais qu'est-ce que vous avez donc fait à tous ces gens ? Pourquoi tout le monde en a-t-il après vous ?* Elle était sincèrement intriguée. Elle me dit également que le PV d'audition des RG était inconsistent, que les élèves et étudiants qui m'avaient lourdement chargé devant la police étaient revenus sur leur déposition devant elle et qu'elle ne voyait plus d'utilité à une confrontation avec eux.

Je tombai des nues à cette information -nouvelle pour moi- mais ce fut le dégoût qui me submergea devant ces infâmes manœuvres de basse police. Je n'allais pas tarder à apprendre, par des lycéens et des étudiants éplorés qui vinrent spontanément me voir pour me demander pardon, que les policiers de Châteauneuf les avaient battus et menacés d'années de prison *pour atteinte à la sûreté de l'État* s'ils ne me dénonçaient pas comme étant l'organisateur de ces "émeutes".

Ce n'était pas encore assez : Me Ferhat m'apprit que le Parquet venait de faire appel de la décision de la juge d'instruction de me laisser en liberté provisoire. Le Parquet, aiguillonné par le DEC et le wali, voulait un mandat de dépôt. La parole était dès lors à la chambre d'accusation ; elle devait trancher en faveur du juge d'instruction ou bien donner raison au Parquet.

(N.B. Nous fûmes interrompus, ce jour-là, par l'arrivée intempestive d'une personnalité en vue à Oran, un ancien diplomate de Benbella, qui avait de l'entregent et de l'influence et qui ne me connaissait pas. Il se frottait les mains de satisfaction et déclara de but en blanc : *Ça va dans le bon sens ! L'essentiel pour nous est de ne pas être mélangés avec ces chiens de communistes !* Me Ferhat a pâli. Moi qui tenais, depuis l'été 62, Benbella et son engeance politique (avec ses milices, sa police des mœurs, etc.) dans le plus total mépris -et qui n'ai pas adhéré au PCA à cause de son alliance-fusion avec le FLN de Benbella-, j'ai eu beaucoup de mal à retenir mon envie de restituer mon déjeuner.)

Deux jours après, la chambre confirma l'ordonnance de la juge d'instruction. Ainsi des femmes et des hommes, en disant simplement "non", venaient de montrer qu'à tout moment le pouvoir des puissants, aussi puissants fussent-ils, pouvait être battu en brèche. Ce fut un moment d'une intensité exceptionnelle dans ma vie. Aujourd'hui encore je ne peux pas, sans une grande émotion, me remémorer ces moments où des gens se sont mobilisés autour de mon cas pour combattre l'arbitraire. Et il en fallait du courage à l'époque pour ne pas se coucher et ramper devant des potentats de province corrompus, dépravés et capables de tout car ils n'ont justement aucune éthique.

(Un autre témoignage de solidarité vint encore me conforter : une réunion du CC du FLN se tenait durant cette période. Un de ses membres me rapporta cette scène. Le DEC Boualga interpellait les gens dans les couloirs sur le mode : *Pourquoi l'agitateur communiste responsable de la chienlit d'Oran n'est-il pas derrière les barreaux ?* Escomptait-il ainsi se dédouaner en pointant perfidement le ministre de la Justice ? Quoi qu'il en

soit, il fut lui-même interpellé et remis à sa place par Mustapha Boudina, ancien secrétaire national de l'UGTA dans l'équipe de Demène-Debbih, ancien très jeune condamné à mort pour ses activités militantes dans la Fédération de France du FLN et personnalité de la gauche du FLN unanimement respectée pour son courage, sa droiture et son intégrité.)



FAUSSE NOTE

Quelques jours après mon élargissement, le parti me fit parvenir un message et un document. Le message, oral, m'informait qu'en même temps que nous, un dirigeant du parti, 'Abderrahmane Chergou, avait été arrêté, à Alger, par la SM. Il a été présenté à un officier de haut rang qui lui aurait déclaré : *Ça fait longtemps que j'attends ce moment !* Il ne faisait pas de doute que

certain, à la SM, entendaient profiter de la situation qui régnait à Oran pour solder un vieux compte à Alger. Rapidement libéré, Chergou venait donc d'écrire au président de la République. Le document que le parti me faisait parvenir était une copie de cette lettre dont on me demandait de m'inspirer pour écrire, à mon tour, une lettre à Chadli Bendjedid. La lettre de Chergou rappelait les heures du combat anticolonialiste que le Président et lui-même avaient mené dans l'ALN, l'un en wilaya 2, l'autre (Chergou) en wilaya 4, et finissait par un appel à ne pas se tromper d'ennemi et à réaliser l'unité d'action entre tous les patriotes.

L'impression que laissa sur moi la lecture de la lettre fut extrêmement pénible pour deux raisons. L'une de ces raisons avait trait à la stratégie même du parti qui m'apparaissait de plus en plus nettement victime de sa force d'inertie, tardant à affiner ses analyses et à opérer un aggiornamento dans ses concepts : qu'est-ce qu'un démocrate-révolutionnaire -ainsi que l'on dénommait les nationalistes les plus engagés dans la voie du socialisme- au vrai ? Bendjedid le jouisseur en était-il un ? Messaadia, qui se gargarisait de socialisme, en était-il un ?

La seconde raison était d'ordre conjoncturel et personnel : après ce que je venais de vivre et vu la mobilisation que mon cas avait suscitée auprès de personnes qui n'avaient pas hésité à prendre des positions extrêmement courageuses contre l'injustice qui m'était faite, il n'était pas question, une seule seconde, que je puisse donner à penser à ces mêmes personnes que je demandais l'aman à un Président sur lequel, au demeurant, ma religion était faite depuis toujours. La situation de Chergou et la mienne n'étaient évidemment pas superposables. (De plus, je ne pouvais pas exciper de hauts faits d'armes durant la guerre d'indépendance ; et en supposant que je l'eusse pu, j'aurais trouvé indécent de m'en prévaloir.) Je refusai donc catégoriquement d'obtempérer ; mon interlocuteur eut beau marteler ses deux seuls -et pauvres- arguments : 1) *Le parti te le demande.* 2) *C'est pour assurer ta sécurité.* Je répondis que le parti ne pouvait pas me demander de trahir ceux qui m'ont soutenu et qui attendaient certainement autre chose de moi. Quant à ma sécurité, je comptais bien continuer à la protéger par les voies de droit que la situation permettait de mettre en œuvre et certainement pas en venant à résipience devant un Bendjedid !

Ce que révèle cet épisode -et en quoi réside justement son importance- c'est la dérive très grave du parti qui, arrimé, par l'une de ses composantes, à une aile du pouvoir militaro-policière personnifiée dans l'appareil de la SM, avait oublié que "la société civile est la vraie scène de l'Histoire". D'où le mépris pour l'agitation illusoire que constituait aux yeux de beaucoup de camarades la lutte menée au plan judiciaire, notamment. Quand ce n'était pas la lutte syndicale elle-même qui était l'objet d'un jugement condescendant du type : *Mais mon pauvre vieux, c'est pas là que ça se passe !* La lutte syndicale était bornée, sans perspective politique réelle ;

la lutte sur le plan judiciaire témoignait de la persistance de l'illusion bourgeoise. Donc il fallait se trouver dans les centres de décision pour peser sur le sens des événements. Certes, personne au parti ne formulait jamais les choses ainsi ; bien au contraire, la littérature de l'époque répétait sans arrêt qu'il ne fallait surtout pas se laisser aspirer dans le jeu des luttes d'appareils. Mais cette insistance même était l'aveu de l'existence d'une tendance profonde de ce type dans le parti. Cela -un parti lesté par une alliance périlleuse avec des appareils d'État- nous n'en savions pas encore le détail, même si nous étions quelques-uns (Abdelkader Alloula et M'hamed Djellid notamment) à commencer à nous poser les questions gênantes et à avoir rompu avec la croyance en une capacité d'évolution positive du système et de ses hommes. Il faudra attendre l'année 90 et le congrès du parti pour que les choses se clarifient pour tous.

Pour l'heure donc, je refusai d'y aller de ma lettre à un président qui représentait déjà très clairement la tendance parasitaire de l'armée et du FLN, celle qui ne rêvait que d'accaparement et de jouissance parce qu'elle n'avait pas d'autre horizon intellectuel que celui que délimite le capitalisme marchand archaïque, celui du boutiquier. Il y avait mieux à faire, selon moi : poursuivre la mobilisation pour faire cesser les poursuites et mettre en échec les procédures instrumentées contre nous et, prioritairement, obtenir la mise en liberté des étudiants emprisonnés. Déjà, un avocat très connu sur la place d'Oran, Me Mahi Gouadni, s'était spontanément constitué pour certains d'entre eux. Les familles se mobilisèrent fortement ; parmi les détenus, il y en avait dont le père était policier ! Les étudiants furent de la partie, quoique timidement, la terreur de la répression étant encore vive.

Nous obtînmes une première victoire : les détenus furent libérés après plus d'un mois de détention. On leur dit de rester à la disposition de la justice car ils étaient dorénavant sous le régime de la liberté provisoire. Cette épée de Damoclès de la liberté provisoire, c'est ce qu'il allait falloir dorénavant casser. En exigeant soit le renvoi de l'affaire devant un tribunal, soit la délivrance d'un non-lieu. Ce sont les termes de la loi et il fallait se battre pour les faire appliquer, ce qui mettrait nos persécuteurs en position délicate étant donné que les dossiers d'accusation étaient vides. C'était l'opinion que je défendais. Elle ne fut pas suivie, tout simplement parce que le complot se dégonflait. Subitement, personne ne parla plus de réforme du baccalauréat et, dans une discrétion totale, le ménage était fait dans le FLN et dans la police locale : Le CNP, Tahar Laadjal, le coordinateur de la sûreté de wilaya, Ghomari, ainsi que le chef de la PJ furent limogés.



À QUI PROFITE LE CRIME ?

Selon une source très fiable, le coordinateur Ghomari aurait parlé d'un véritable complot ; il dit avoir, dans un rapport écrit, mis en garde contre des manifestations d'élèves quinze jours avant leur survenue. Complot de qui contre qui ? La seule chose que l'on puisse affirmer sans grand risque de se tromper -comme la suite le montrera de manière

éclatante à travers les manifestations lycéennes de 1986 à Constantine et celles d'octobre 1988 à Alger- c'est qu'il s'est agi de montages policiers retors à deux, voire trois, étages. Un coup de billard à deux ou trois bandes si l'on préfère.

Le grand classique est, évidemment, à ce titre, police nationale contre SM. Opposition particulièrement sensible à Oran : lors du coup d'État du 19 juin 1965, la SM désarma et neutralisa la police, lui infligeant une humiliation que cette dernière n'était pas près d'oublier. [N.B. **Le lendemain du voyage de Boudiaf à Oran,**

quelques jours avant son assassinat, un ancien commissaire de police me dit que la SM voulait faire exécuter le président au stade du 19 Juin où il devait assister à un match de football. S'il a été fait sursis au funeste projet -selon "mon" policier toujours- c'est à cause de l'opposition catégorique de la police locale, sur le mode *Allez faire ça ailleurs ! Si je rapporte cette anecdote -qui vaut ce qu'elle vaut- c'est parce qu'elle a reçu authentification, en quelque sorte, quelques jours plus tard seulement quand Boudiaf fut assassiné à 'Annaba.*]

Que la crise d'Oran ait été -pour partie- une manipulation de la SM destinée à mettre en difficulté et la police et les autorités locales (wali, CNP, DEC), est une hypothèse à haut niveau de probabilité. Qu'un corps de l'État mette délibérément en difficulté d'autres corps de ce même État peut sembler absurde. Pas si l'on sait que la SM, comme appareil répressif d'État, fonctionne également à l'idéologie et à la politique et peut donc se comporter à certains moments comme un parti politique et à certains autres comme son propre bras armé. De ce point de vue, il n'est pas illégitime de voir dans cette crise les prodromes d'une sourde opposition d'un secteur de la SM au pouvoir de Chadli Bendjedid. Les événements futurs valideront cette hypothèse, comme ils valideront la réalité d'une division au sein même de la SM.

Les règlements de comptes à l'intérieur de l'appareil policier local sont une autre piste sérieuse (pas exclusive de la première non plus) : l'affaire s'est soldée pour la police par sa décapitation, ses deux principaux chefs ayant été éliminés. Les deux hommes ont porté le chapeau : est-ce parce qu'ils étaient tous deux originaires du "pays" de Benbella ? Par contre, le chef des RG (Ghorzi) et le chef de facto de la brigade criminelle (Max), qui se sont le plus impliqués dans la répression du mouvement et qui sont des clients du clan chadliste, en sortent renforcés. Une indication intéressante et pondératrice nous est fournie par la personnalité du nouveau coordinateur de la sûreté -Med-Cherif Roula- et celle du nouveau CNP -Saïd Bouhedja. Tous deux sont originaires de l'est du pays (respectivement Constantine et 'Annaba) mais aucun ne semble manifester le moindre penchant pour le clan chadliste. Tous deux recevront très vite la délégation mixte étudiants-enseignants -en vérité tous militants connus du PAGS- qui avait été formée pour suivre les développements de l'affaire sur tous les plans : judiciaire (contact avec les avocats pour la délivrance de non-lieu ou le renvoi devant les tribunaux), pratique (passeports refusés à des étudiants qui devaient poursuivre un cursus à l'étranger), et politique (élucidation des manœuvres occultes qui ont poussé les élèves dans la rue).

Le CNP, frais émoulu de l'UNJA, fut très attentif, compréhensif et même chaleureux. Il promit de faire des revendications de la délégation son affaire, pas plus tard que dans quelques jours, ajouta-t-il, quand le coordinateur de l'appareil du FLN, Med-Chérif Messaadia et le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdelhak Brerhi, entreprendront une visite commune à Oran. Ce qu'il fit en effet.

Le chef de la police pour sa part, reçut la délégation en homme civilisé et courtois et l'écouta avec patience et bonhomie. Dans la conversation détendue -avec thé et café-, il fit des réflexions sur le mode léger que la délégation comprit comme signifiant qu'il était évident que ceux qui étaient donnés pour responsables des événements ne l'étaient pas, que les vrais responsables étaient connus. Il s'engagea à ce que les passeports ne soient plus refusés à ceux qui les demandaient. Il tint parole. (Je pus alors disposer pour la première fois depuis des années d'un titre de voyage. Ce n'est toutefois pas sans grincements de dents que les RG n'ont pas mis leur veto à mon dossier, comme me l'a benoîtement dit l'un d'entre eux, sur le mode : On t'attend au tournant.)

ÉPILOGUE



de non-lieu. Ce que mon avocat, Me Ferhat, finit par obtenir. Victoire éclatante que celle-ci, que je dédiais aux magistrats et avocats qui s'étaient mobilisés pour nous, car c'était d'abord leur victoire.

Sur le plan politique, victoire également. Notre parti, qui était visé, n'avait pas été isolé ni réduit à la défensive. Bien au contraire ! Tous les camarades -particulièrement les jeunes- qui ont été aux avant-postes dans cette affaire avaient le triple souci d'être constamment à l'offensive, de garder un contact privilégié avec la société civile et d'élargir autant que faire se pouvait le cercle des sympathisants à leur cause. C'est ainsi qu'aucune erreur d'appréciation n'a été commise qui aurait pu servir à ceux qui -dans ce complot multiforme- avaient le seul PAGS en ligne de mire.

JUSTICE IMMANENTE ?

Faut-il parler de justice immanente ? Chacun jugera. Voici :

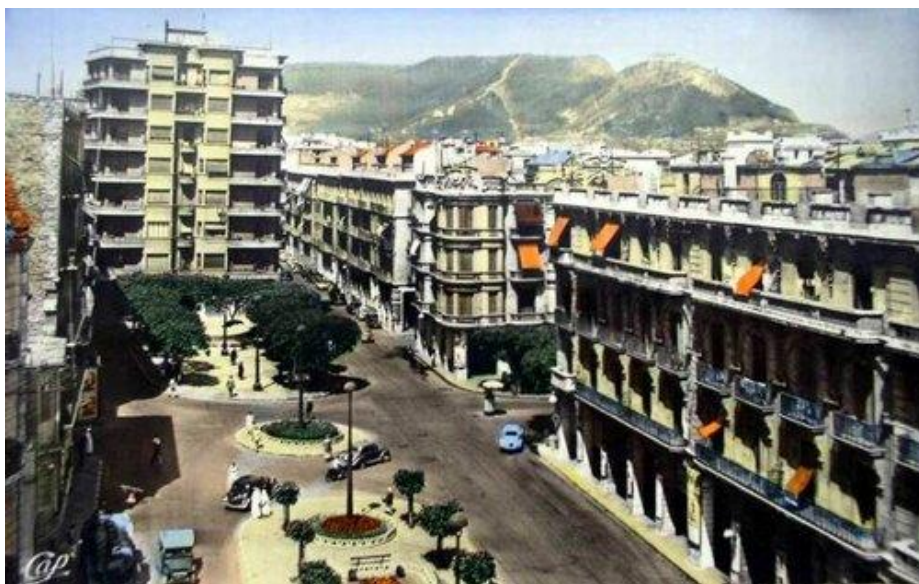
- Le chef de la brigade politique des RG, celui qui m'interrogea pendant sept heures, se tua quelque temps après dans un accident de voiture.
- Après la chute de Chadli Bendjedid, Max sera mis à la retraite et promptement liquidé (1993) par un "terroriste" non identifié.



- Le wali (qui m'avait si grossièrement menacé) perdit la vue brutalement.
- Ghorzi, inamovible chef des RG, deviendra coordinateur de la Sûreté d'Oran. Mais, en 2006, le tout puissant policier sera traîné devant la Justice. Accusé, au terme d'une enquête menée par la SM, d'être l'un des barons de la drogue d'Oran et d'avoir protégé le "Pablo Escobar de l'Algérie", Ahmed Zendjabil.
- Le chef de la 2ème Région militaire, le général Kamal Abderrahmane- a été mis en cause pour complicité dans la mise en place du cartel de l'ouest de la drogue.

- Notre policier (devenu colonel de la SM) a été arrêté et condamné à 5 ans de prison pour détournement de fonds à l'ANSEJ. (Il a été évidemment dégradé et rayé des cadres de l'armée).
- Le DEC Boualga décédera quelques années plus tard, non sans avoir provoqué l'indignation dans la famille enseignante : il réquisitionna la prestigieuse école normale d'instituteurs pour y célébrer les épousailles de son fils ! (Le wali, supérieur hiérarchique direct du DEC, n'a rien trouvé à redire à cette profanation. C'était 'Abdelmalek Sellal, actuel- 2015- chef du Divan de l'Odjaq).

(P.S. Le général Kamal Abderrahim, ex-chef de la 2ème RM, (ne pas confondre avec le précédent) prit sa retraite au début des années 90 et se lança dans la mise en place d'une entreprise de fabrication de consommables médicaux (seringues jetables et autres) que le pays importait à coups de millions de dollars d'Afrique du sud et d'ailleurs. Il fut mitraillé en 1994 à l'entrée de son usine par un "terroriste" non identifié. Il s'en sortit avec de graves blessures. Personne n'a apparemment songé à diriger l'enquête vers les milieux importateurs de matériel médical. Appartiendraient-ils à la hiérarchie militaire, comme le suggèrent plusieurs journalistes, sans doute mal intentionnés ?)



LA VÉRIFICATION CONSTANTINOISE

Quatre ans plus tard, les événements qui avaient agité la capitale de l'ouest algérien allaient se reproduire à l'identique dans la capitale de l'est, Constantine. Les lycéens de la ville cessent les cours pour protester contre un réaménagement des épreuves du baccalauréat ; les étudiants se solidarisent avec eux ; les manifestations de rue sont violemment réprimées par les BAE ; les autorités font procéder à l'arrestation de militants en vue du PAGS qui seront assignés à résidence à Bordj Omar Driss, en plein Sahara (Illizi), sur réquisition du ministre de l'Intérieur (Nommons-le pour que le stigmate de la déportation reste attaché à son nom : Hadj Yaala). Des centaines d'étudiants seront arrêtés et condamnés et le chef local de la SM sera limogé. Il y aura un mort.

Au même moment, des émeutes éclataient à Sétif -dont le wali était Khélifa Bendjedid, le frère du Président. Des manifestants lui criaient : "Yanaal bouk bik bkhok" ("Maudit soit votre père, toi et ton frère"). Un commissaire de police tira sur la foule, tuant trois personnes. Il faudra que le chef de la DGSN vienne en personne demander pardon à la population et que de substantiels dédommagements soient consentis aux parents des victimes pour ramener un calme précaire et chargé de haine à l'endroit du wali et de la police.

Ces événements, bien que tus par les médias officiels, finirent par se savoir et soulevèrent l'indignation. Des campagnes d'information et de solidarité furent menées. C'est le PAGS qui en était l'initiateur et nous fûmes très offensifs, à ma grande satisfaction.

Ces événements, bien que tus par les médias officiels, finirent par se savoir et soulevèrent l'indignation. Des campagnes d'information et de solidarité furent menées. C'est le PAGS qui en était l'initiateur et nous fûmes très offensifs, à ma grande satisfaction.

Ce que montrent ces événements, et qui sera vérifié par la grande manipulation d'octobre 88, c'est qu'il s'opérait alors une redistribution des cartes au niveau du pouvoir d'État et que les règlements de comptes entre factions du pouvoir n'allaient pas tarder à passer à la phase violente. La guerre des lâches n'était pas loin. Mais qui pouvait l'imaginer

EN GUISE DE CONCLUSION

En 1975, notre bien-aimé camarade, 'Abdelkader 'Alloula, mettait en scène sa pièce "Hammam Rabi". Il y montrait des responsables de l'État sabotant la réforme agraire tout en s'adonnant au trafic de haschich. J'avoue que je n'avais pas compris que mon camarade et ami très cher donne une importance si grande à un fait que je pensais mineur et subalterne, le trafic de kif, au risque de brouiller le message politique de la pièce. Mais le poète voyait plus loin que l'horizon de la théorie. Aujourd'hui, des avions chargés de cocaïne colombienne atterrissent en plein Sahel africain ; la "blanche" est convoyée jusqu'aux ports algériens, tunisiens, libyens, pour se déverser sur l'Europe. Et c'est précisément à ce moment que les "terroristes d'AQMI" s'établissent dans cette zone...

'Abdelkader, c'est toi qui avais raison. Il y avait déjà quelque chose de définitivement pourri dans le système militaro-policié qui nous a volé nos vies.

POST SCRIPTUM : HONNEUR À AHMED HALLI

J'ai oublié -ce qui est impardonnable- de rappeler cet événement aussi inattendu que roboratif : durant les journées d'avril-mai 1982 à Oran -où l'on procédait à une répétition générale de ce qui sera un complot méthodiquement dupliqué ailleurs-, et alors que la répression s'abattait sur nous, un journaliste a pris notre défense en priant les services dits de sécurité (alors qu'ils font régner l'insécurité) de chercher les fauteurs de troubles ailleurs que chez les étudiants et les enseignants, victimes trop commodes. Son article avait paru dans l'hebdomadaire "Algérie Actualités" et avait eu un impact certain. La preuve qu'il avait mis dans le mille ? Il fut immédiatement limogé.

Ce journaliste au talent aussi grand que le courage s'appelle Ahmed Halli. Honneur à toi, Ahmed Halli.

Messaoud Benyoucef - avril 1982 – 29 avril 2015

Sur socialgerie voir aussi :

CONSTANTINE

CONTRE LA MAL-VIE ET POUR LA DÉMOCRATIE - IL Y A 25 ANS, LES MANIFESTATIONS DE LA JEUNESSE ET DE LA POPULATION DE CONSTANTINE - socialgerie <http://www.socialgerie.net/spip.php?article652> , 2006, 2011 ...

OCTOBRE 1988

- **OCTOBRE 1988-TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS** - socialgerie aricle 1275 (5 octobre 2015) <http://www.socialgerie.net/spip.php?article1275> - & article 1493 (5 octobre 2014) <http://www.socialgerie.net/spip.php?article1493>
- **LES ÉVÈNEMENTS D' OCTOBRE 1988 EN DIRECT - 5 OCTOBRE 1988 - 5 OCTOBRE 2011 le 5 octobre 2011 -** <http://www.socialgerie.net/spip.php?article592>
- LES JOURNÉES D'OCTOBRE 1988, VUES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI - par Sadek HADJERES – socialgerie le 7 octobre 2009 - <http://www.socialgerie.net/spip.php?article88> –
- APPRENONS DE NOS LUTTES : OCTOBRE 1988 et NOS AMIS D'AIN BENIAN - par Abdelkader SAADALLAH – socialgerie le 19 février <http://www.socialgerie.net/spip.php?article387>
- **LES ÉVÈNEMENTS D'OCTOBRE 1988: ANALYSE ET QUESTIONNEMENTS** - par مصطفى هميسي الأربعاء 12 تشرين الأول (أكتوبر) 2011 socialgerie 2011 - <http://www.socialgerie.net/spip.php?article603>
- **A EL-HADJAR (SIDÉRURGIE) ET A CONSTANTINE (COMPLEXE MOTEURS - TRACTEURS) - 1988 - 1989 : LUTTES POUR DES SYNDICATS REPRÉSENTATIFS** - SAOUT EL CHÂAB, n° 175, le 7 juin 1989 – socialgerie le 14 juillet 2009 - <http://www.socialgerie.net/spip.php?article56>
- **OCTOBRE 1988, C'ETAIT AUSSI LA TORTURE** <http://www.socialgerie.net/spip.php?article90>